



Westminster & City News

NUMÉRO 9

Du 28 février au 5 mars 2020

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCES PUBLIQUES

La BoE a indiqué qu'elle était prête à prendre toutes les mesures nécessaires pour soutenir l'économie contre le coronavirus – A la suite des fortes tensions sur les marchés boursiers le 27 mars, la Banque d'Angleterre (BoE) a suivi les autres grandes banques centrales en annonçant qu'elle pourrait relâcher sa politique monétaire pour atténuer les effets économiques négatifs de l'épidémie sur l'activité britannique. Les marchés s'attendent dorénavant à une baisse du taux directeur de 0,75 % à 0,5 % lors de la réunion du MPC du 26 mars ou lors d'une réunion extraordinaire anticipée, de façon similaire à la Fed. La BoE pourrait également autoriser les banques à utiliser leurs coussins contracycliques pour injecter des liquidités supplémentaires dans l'économie.

Le Treasury Committee du parlement a auditionné A. Bailey en amont de sa prise de fonction à la BoE – A. Bailey, qui deviendra gouverneur de la BoE le 16 mars, a averti que son premier défi serait de limiter les impacts économiques du coronavirus, indiquant que la BoE devrait travailler avec le gouvernement, une trop grande importance ayant été donnée à la politique monétaire pour résoudre ce problème. Concernant le changement climatique, A. Bailey s'est dit prêt à continuer le travail de son prédécesseur, en soutenant la cessation des participations de la BoE dans des entreprises polluantes. La majorité de son audition aura cependant été consacrée à des questions sur son mandat de directeur de la *Financial Conduct Authority*, qui a été marqué par de nombreux scandales financiers.

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

Les PMI restent résilients malgré le coronavirus – L'indice des directeurs des achats (PMI) dans le secteur manufacturier a augmenté, passant de 50,0 en janvier à 51,7 en février. La production s'est stabilisée malgré la chute de l'indice du temps de livraison des fournisseurs, à son plus bas depuis 28 ans. Le PMI du secteur de la construction a bondi, passant de 48,4 en janvier à 52,6 en février, bien au-dessus des attentes à 49. Il a été principalement soutenu par la construction de nouvelles habitations, dans un contexte de taux d'intérêt bas sur les emprunts hypothécaires et la baisse relative des incertitudes à la suite de l'élection générale. Du côté des services, le PMI s'est légèrement affaibli à 53,2, contre 53,9 en janvier, pour des raisons qui pourraient notamment tenir aux fortes pluies. Au total, le PMI composite s'est établi à 53,0, contre 53,3 en janvier, toujours cohérent avec une prévision de croissance britannique de 0,3 % au T1. Néanmoins, les réponses aux enquêtes PMI de février ne prennent que très partiellement en compte les effets du coronavirus, 84 % des réponses ayant été données avant la chute des indices boursiers du 27 mars.

La confiance des ménages et des entreprises s'est améliorée en février – L'indicateur composite de confiance des ménages britanniques a atteint un plus haut depuis 18 mois à -6,2 en février (contre -6,5 en janvier) tandis que l'indicateur du sentiment des secteurs industriel, de la vente au détail et des services a atteint son plus haut depuis novembre 2018. L'*Economic Sentiment Indicator* de la Commission européenne s'est redressé, passant de 90,7 en janvier à 95,5 en février, signalant une reprise de la croissance britannique au T1 au-dessus des attentes du MPC de 0,2 % de croissance. L'enquête de la Commission européenne indique également que l'inflation générée

domestiquement devrait accélérer au premier semestre 2020. Les résultats de l'enquête ont cependant été obtenus en majeure partie avant la propagation du coronavirus en Europe, on peut donc s'attendre à une baisse significative de la confiance des ménages et des entreprises en mars.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

BREXIT

Le RU se dit prêt à coopérer avec l'UE concernant les décisions d'équivalences – Dans une [lettre](#) au commissaire européen Valdis Dombrovskis, le chancelier de l'Echiquier Rishi Sunak a indiqué que le HMT était prêt à coopérer avec l'UE au cours des évaluations respectives qui donneront lieu aux décisions d'équivalences, en ajoutant qu'il ne voyait « aucune raison » pour que les premières conclusions ne soient pas prêtes d'ici juin. Auditionné par le comité des affaires financières européennes de la Chambre des Lords, le Ministre de la City John Glen a quant à lui [expliqué](#) que le RU ne chercherait pas à diverger des règles financières après la fin de la période de transition, et « observerait les normes réglementaires les plus élevées ». La semaine dernière, le [document](#) exposant l'approche du RU sur les négociations avec l'UE avait appelé à la mise en place d'un processus de consultations en amont de potentiels retraits d'équivalences, afin de renforcer la prévisibilité du cadre pour les acteurs financiers transfrontaliers.

Le RU pourrait viser un accord rapide sur les services financiers avec les Etats-Unis – Alors que le RU a publié son [mandat](#) concernant la future négociation commerciale avec les Etats-Unis, les deux parties pourraient chercher à conclure rapidement un accord parallèle sur les services financiers, selon une source anonyme de [Bloomberg](#). Les services financiers représentent 20 % des exportations de services britanniques aux Etats-Unis. Lors de l'audition de John Glen, le comité pour les affaires financières européennes de la Chambre de Lords a émis des doutes quant à la possibilité de mener deux négociations simultanées sur le front des services financiers : selon le comité, les objectifs de négociations préliminaire avec l'UE pourrait compromettre les objectifs de négociations avec les Etats-Unis, et vice-versa.

RÈGLEMENTATION FINANCIÈRE ET MARCHÉS FINANCIERS

La FCA reconnaît des dysfonctionnements dans le respect des obligations applicables aux OPCVM - La *Financial Conduct Authority* a révélé que, depuis 2017, sept fonds britanniques avaient dépassé la limite de 10 % de participations en titres non cotés, telle qu'exigée dans la réglementation des OPCVM pour limiter les risques de liquidités. Le nom des fonds concernés n'est pas connu mais quatre cas sont qualifiés d'actifs, i.e. fruit d'une décision délibérée des gestionnaires. Cette révélation intervient alors qu'Andrew Bailey, directeur de la FCA, doit rejoindre la BoE au poste de gouverneur le 16 mars. Il a dû par ailleurs répondre aux [questions](#) du *Treasury Select Committee* sur ce sujet. Déjà objet de critiques nombreuses sur sa mauvaise gestion du scandale Woodford et pour avoir sous-estimé les cas de violation par d'autres gestionnaires de fonds, la nomination d'A. Bailey à la tête de la BoE est également vivement contestée par la militante Gina Miller qui qualifie son mandat à FCA de « toxique ».

Le coronavirus crée la panique sur la bourse de Londres – Le [FTSE 100](#) a connu la semaine dernière l'une de ses pires séquences depuis la crise financière de 2008 : il a chuté de 13 % en une semaine, menant à la disparition de 210 Md£ de capitalisation boursière. Porté par les annonces de mesures d'urgence des pouvoirs publics, le FTSE 100 s'est repris en début de semaine, affichant une performance positive sur les trois derniers jours consécutifs. Si les entreprises du secteur du tourisme telles qu'IAG (propriétaire de British Airways), Carnival ou EasyJet ont enregistré de lourdes pertes, les entreprises minières telles que Rio Tinto, BP ou Shell ont bien résisté. Le FTSE 100 devrait cependant terminer en baisse jeudi (autour de 6 650 points) et connaître des poussées de volatilité au cours des prochains jours. Dans ce contexte, les investisseurs ont délaissé les actions au profit des obligations d'Etats : mercredi, le rendement des obligations du Trésor britannique sur 10 ans a atteint 0,335 %, son plus bas historique.

BANQUES

Les banques préparent des plans d'urgence en réponse au coronavirus – La [FCA](#) et la Banque d'Angleterre sont en contact régulier avec les entreprises financières pour s'assurer que celles-ci puissent poursuivre leurs activités en cas de propagation du virus. Cette semaine, les grandes banques britanniques et américaines de la City ont testé leurs plans de contingence en délocalisant une partie de leur personnel dans des bureaux annexes (« *disaster recovery sites* ») dans la banlieue de Londres. Les banques s'inquiètent en revanche que leurs employés contraints de travailler à domicile n'aient pas accès à toutes les infrastructures nécessaires (haut débit, écrans,

mécanismes de conformité...) pour poursuivre leurs activités. Jeudi, HSBC a dû [évacuer](#) en urgence un étage de sa tour de Canary Wharf à la suite du diagnostic positif de l'un de ses employés. En parallèle, des banques telles que Barclays, Santander UK et RBS se tiennent prêtes à émettre des [prêts d'urgences](#) aux entreprises affectées par l'impact économique du coronavirus.

Investisseurs et militants de la cause climatique continuent de mettre Barclays sous pression - Jupiter Asset Management, l'un des 25 principaux actionnaires de Barclays (1,15%), prévoit de soutenir une résolution des actionnaires visant à réduire les prêts de Barclays à l'industrie des combustibles fossiles. La résolution, qui sera présentée à l'assemblée générale annuelle de la banque le 7 mai, demande à Barclays de supprimer progressivement les financements accordés aux entreprises des secteurs des combustibles fossiles et des services publics qui ne sont pas conformes aux objectifs de l'accord de Paris sur le climat. La banque pourrait faire une annonce pour éviter un vote de confrontation avec les investisseurs. Dans le même temps, des militants de Greenpeace ont bloqué les entrées de près de 100 agences de Barclays, dont 29 à Londres.

HSBC confirme le succès de son compte bancaire de base pour les rescapés de trafics d'êtres humains – Lancée en juin 2018 avec le soutien de l'organisation caritative *Migrant Help*, la *Survivor Bank* de HSBC, un compte bancaire de base avec carte de débit, est proposée aux personnes participant au *National Referral Mechanism* du gouvernement britannique, un programme qui identifie et soutient les victimes de l'esclavage et de la traite. 6 993 personnes ont été orientées vers les autorités britanniques en tant que victimes potentielles de la traite en 2018 selon les données de la National Crime Agency. Le service a été testé à Glasgow et Nottingham puis s'est étendu à 32 agences HSBC du RU, pour 327 comptes ouverts. HSBC travaille avec des organisations caritatives pour la formation de son personnel à l'accueil de ce public. Bank of America, Citibank et Barclays figurent parmi les 12 principales banques du monde qui cherchent à reproduire l'idée, dans le cadre d'un programme plus large des Nations-unies de lutte contre la traite des êtres humains.

Plus de 100 M£ de fraudes ont été évités grâce au *Banking Protocol* – Ce dispositif, mis en place à l'échelle nationale en octobre 2016, permet au personnel des agences bancaires de repérer les victimes potentielles de la fraude et de demander une intervention immédiate de la police. Les derniers chiffres de l'organisation UK Finance révèlent que 16 462 appels ont été effectués par le biais de ce dispositif depuis sa mise en place, avec une moyenne de 6 077 £ de fraude évitée par appel. L'initiative a permis l'arrestation de 664 fraudeurs présumés depuis son lancement. Le *Banking Protocol* garantit également un accompagnement des victimes afin d'éviter les risques de récidives. Il peut s'agir d'une orientation vers les services sociaux, de conseils d'experts en matière de prévention de la fraude et de contrôles supplémentaires sur les transactions futures.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Raphaël Bousquet, Marianne Carrubba,
Laura Guenancia, Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 5 mars 2020

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

| Indicateurs* | | Croissance T3 2019 | Moyenne sur 3 ans |
|---|----------------------------|--------------------|-------------------|
| PIB | | 1,4% | 1,6% |
| PIB en glissement trimestriel (T3 2019) | | 0,4% | 0,4% |
| PIB par habitant | | 0,8% | 1,0% |
| Inflation (IPC) | | 1,8% | 2,3% |
| Approche par les dépenses | Investissement (FBCF) | 0,3% | 1,4% |
| | Consommation | 1,3% | 2,3% |
| | Dépenses publiques | 2,8% | 0,8% |
| | Exportations (B&S) | 1,5% | 3,2% |
| | Importations (B&S) | 4,9% | 3,8% |
| Approche par la production | Secteur manufacturier | -0,6% | 1,2% |
| | Secteur de la construction | 1,8% | 3,4% |
| | Secteur des services | 2,0% | 1,9% |
| Parmi les services | Finance et assurances | -2,7% | -0,1% |
| | Ventes au détail | 3,7% | 3,1% |

MARCHÉ DU TRAVAIL

| Indicateurs | | T3 2019 | Moyenne sur 3 ans |
|--------------------------------|------------------------|---------|-------------------|
| Taux de chômage | | 3,8% | 4,2% |
| Taux d'emploi | | 76,0% | 75,5% |
| Nombre d'heures travaillées | (moyenne hebdomadaire) | 32,1 | 32,1 |
| Productivité horaire** | Croissance annuelle | 0,4% | 0,7% |
| Salaires nominaux | Croissance annuelle | 3,6% | 2,7% |
| Salaires réels | Croissance annuelle | 1,6% | 0,6% |
| Revenu disponible par habitant | Croissance annuelle | 1,9% | 1,1% |
| Taux d'épargne des ménages | | 6,6% | 6,0% |

FINANCES PUBLIQUES

| Indicateurs | T3 2019 (% du PIB) | Moyenne sur 3 ans |
|---|--------------------|-------------------|
| Déficit public (hors actifs bancaires) | -1,8% | -2,4% |
| Dette du secteur public (hors actifs bancaires) | 80,2% | 82,1% |
| Investissement public net | -2,2% | -2,0% |

COMMERCE EXTERIEUR

| Indicateurs | | T3 2019 (% du PIB) | Moyenne sur 3 ans |
|--|---------|--------------------|-------------------|
| Balance courante | | -3,9% | -4,3% |
| Balance des B&S | | -2,0% | -1,6% |
| Balance des biens | | -6,9% | -6,7% |
| Balance des services | | 4,9% | 5,2% |
| Taux de change (moyenne trimestrielle) | GBP/EUR | 1,11 | 1,14 |
| | GBP/USD | 1,23 | 1,30 |

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 12 mois (sauf PIB g.t.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.